

aide aux autochtones et à d'autres dans les régions où l'on ne trouve pas des silos gigantesques et des derricks de pétrole. Mais cela restera lettre morte à moins que le gouvernement libéral n'ébauche des projets et cesse ses manœuvres politiques à l'échelon des régions.

Je m'inquiète de l'effet que le budget aura sur l'ensemble de l'économie canadienne, sur la famille canadienne et surtout sur les régions sous-développées de notre pays en particulier les provinces atlantiques auxquelles je veux adresser ces quelques observations. La région atlantique a toujours été le plus durement touchée par les mesures d'Ottawa. Quand les prix montent, ils montent davantage dans les provinces de l'Atlantique. Si les salaires sont bas, ils le sont encore plus dans cette région-là. Quand le chômage sévit, il sévit avec plus d'acuité dans la région atlantique. Cela est devenu une réalité canadienne. Donc, cela ne m'étonne guère bien que j'aurais cru qu'un ministre des Finances originaire du Cap Breton, eut mieux veillé à leurs intérêts. Mais une fois encore les provinces atlantiques vont être éprouvées à cause du budget fédéral présenté il y a une semaine.

J'ai dit que je m'attendais à mieux de la part du ministre des Finances parce qu'il est originaire de la région de l'Atlantique, mais il faut après tout tenir compte d'autre chose. Il est ministre libéral des Finances et, depuis 20 ans, son parti n'a rien fait pour aider les habitants de la régions. Il n'a rien fait pour supprimer les disparités régionales qui existent au Canada.

L'un des problèmes du ministre des Finances, c'est peut-être qu'il s'occupe uniquement de ses chiffres, de ses tableaux, de ses prévisions et de ses synopsis et qu'il n'essaie pas de voir ce que l'absence de planification a fait pour le Canadien moyen. Par exemple, le ministre des Finances pense-t-il que nous aurons bientôt le taux de chômage le plus élevé depuis la grande dépression? Je me demande ce que le mot «chômage» représente pour le ministre. Représente-t-il autre chose pour lui que de simples chiffres? A-t-il un effet magique sur son cœur et son esprit ou le pousse-t-il à se détourner des problèmes auxquels les Canadiens font face? Est-ce que le mot «chômage» est devenu pour lui un synonyme des taux de participation, des taux désaisonnalisés et des régions numérotées ou le ministre voit-il plus loin? Se rend-il compte que la léthargie de son gouvernement touchera durement des gens et des régions qui ne pourront tout simplement pas résister à un tel choc?

Que dire de la hausse du montant des cotisations à l'assurance-chômage? Le ministre des Finances a annoncé dans l'exposé budgétaire que les cotisations des employés passeront maintenant de \$1.35 à \$1.80 par tranche de \$100 de gains assurables, ce qui représente une hausse de 33 p. 100. Le ministre examine-t-il les chiffres et pense-t-il qu'une hausse de 45c. par tranche de \$100 par semaine n'est pas vraiment exorbitante? Pense-t-il que ce n'est pas trop mal ou se rend-il compte que la modification apportée au régime de cotisations constitue en réalité une taxe régressive et un fardeau de plus pour les travailleurs, surtout les gagne-petit?

Il me semble que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) aurait dû pouvoir donner de meilleurs conseils à son collègue sur la façon d'augmenter les recettes du régime d'assurance-chômage. Mais il ne lui a pas donné de bons conseils. Le gouvernement devrait être mieux conseillé, surtout

Le budget—M. Murphy

à ce moment-ci et il devrait consacrer tous ces millions de dollars à la publicité pour annoncer de bons programmes au lieu des programmes inutiles et parfois nocifs qu'il a instaurés ces dernières années.

Je voudrais examiner certaines autres dispositions du budget. Il y a dix ans, le gouvernement libéral s'est rendu compte qu'il devait modifier l'orientation économique du pays sans quoi certaines régions allaient être de plus en plus défavorisées. Comme il s'est rendu compte de l'injustice que l'existence même de la fédération pourrait créer avec un tel écart de richesse, il a décidé d'établir le ministère de l'Expansion économique régionale. Cette mesure devait servir à bien montrer qu'il s'intéressait de près aux disparités régionales. Dans un pays aussi prospère que le nôtre, ces injustices avaient quelque chose d'embarrassant.

Nous étions tous très optimistes quand nous avons entendu parler de ce programme, un programme qui devait spécialement faire en sorte que les Canadiens des régions défavorisées ne puissent pas perdre trop de terrain. Le ministère faisait ses premiers pas avec beaucoup d'optimisme à la fin des années 60, mais malheureusement cet enfant des années 60 a mal vieilli. Chacun sait que le budget du MEER représente un pourcentage des dépenses totales du gouvernement fédéral beaucoup moindre qu'il ne l'était à la création du ministère. Il ne représente plus que 1 p. 100 du budget au lieu de 2 p. 100. Je n'insisterai pas là-dessus, car le fait est que le gouvernement ne se préoccupe plus des disparités régionales.

Le drame du MEER c'est que, depuis dix ans, il n'a pas réussi à éclairer la lanterne des gestionnaires et des présidents du Conseil du Trésor. Il n'a pas réussi à convaincre ces décisionnaires que la politique économique doit tenir compte de toutes les régions du pays. Le ministère de l'Expansion économique régionale a joué le rôle d'avocat de bien des façons. Il s'est battu pour les régions défavorisées, tant au cabinet qu'à l'extérieur, avec un certain succès. Néanmoins, en fin de compte, il n'y a pas eu beaucoup de progrès depuis dix ans, surtout en ce qui concerne le développement économique de ces régions, en grande partie parce que les autres politiques fédérales leur reprennent ce que le MEER leur a donné.

J'ai constaté fort peu de collaboration et de coordination entre le MEER et les autres ministères. Un des problèmes c'est que le gouvernement ignore ce qu'il veut faire dans l'est du Canada. Le budget prévoit un programme spécial de crédit d'impôt à l'investissement pour les régions nettement défavorisées. Le programme annoncé dans le budget il y a une semaine visait tout spécialement à combattre les disparités régionales. Il devait accroître les investissements dans les régions qui se caractérisent par un taux de chômage élevé et un faible revenu. Le crédit d'impôt à l'investissement de 50 p. 100 s'appliquera aux investissements dans les nouvelles usines et dans le matériel de transformation et de fabrication. Devant cette proposition, j'ai pensé, a priori, que je l'avais déjà vue dans le budget conservateur, mais que les rédacteurs du budget libéral l'avaient formulée de façon légèrement différente. Au début j'étais optimiste à propos de ce programme, mais après l'avoir examiné, j'ai constaté qu'il avait été édulcoré et qu'il n'accorderait pas le genre d'aide dont la région de l'Atlantique a besoin. Surtout, ce programme n'assure toujours pas la coordination avec les autres ministères. L'augmentation du